

Compte rendu / Commission HSE du Lundi 11 Avril 2016



I. Guide sur les produits de traitement

Les travaux de cette commission HSE se sont dans un premier temps concentrés sur la révision du guide d'information sur les produits de traitement.

Ce document qui traite notamment du transport, du stockage et de l'étiquetage des produits chimiques, est très utilisé par les adhérents. Il se trouve sur l'espace adhérent du site internet de la fédération, sur la page de la commission HSE.

Publié depuis 2008, ce guide avait besoin d'une actualisation, due à l'évolution de la réglementation.

II. Informations / adhérents

La commission a par la suite travaillé sur deux notes d'information destinées aux adhérents :

- La première concerne une note d'information déjà existante sur le transport des produits chimiques ; cette note communiquée par le passé aux adhérents et présente sur le site internet dans la rubrique de la commission HSE, méritait une reformulation pour une meilleure compréhension (au niveau du document de transport). Le texte constitue l'annexe 1 de ce présent compte rendu (modifications surlignées en jaune).

- La deuxième note d'information concerne l'actualité de la réglementation biocides dont notamment l'étiquetage des produits ; cette nouvelle note correspond à l'annexe 2 de ce présent compte rendu.

A noter que ces deux notes d'informations se trouvent désormais dans l'espace adhérent du site de la fédération, dans la rubrique « commission HSE ».

III. Rejets des eaux

Dans le prolongement de ces deux notes d'information, la discussion s'est ensuite portée sur le rejet des eaux de piscines.

A ce sujet, voici ci-dessous les principales prescriptions réglementaires :

Les vidanges de piscine sont essentiellement réglementées par le code de la santé publique.

Dans une moindre mesure, en cas de rejets dans le milieu hydraulique superficiel, le code de l'environnement et/ou le code civil peuvent également s'appliquer.

Code de la santé publique	
article R 1331-2	«Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : a) ... ; b) ... ; c) ... ; d) des eaux de vidange des bassins de natation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L.1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte.»
article L 1331-10	«Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement si les pouvoirs de police des maires des communes membres lui ont été transférés dans les conditions prévues par l'article L.5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. Pour formuler un avis, celle-ci dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.»
Code de l'environnement (en cas de vidange dans un cours d'eau)	
article R 214-1	«2.2.1.0. Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ; 2° supérieure à 2 000 m³/j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).» «2.2.3.0. Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : 1° Le flux total de pollution brute étant : a) supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A) ; b) compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D). 2° Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D. 1332-1 et D. 1332-16 du code de la santé publique, étant : a) supérieur ou égal à 1 011 E coli/j (A) ; b) compris entre 1 010 à 1 011 E coli/j (D).»
Code civil	
article 640	«Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.»

On constate que l'article R1331-2 du code de la santé publique interdit le rejet des eaux de vidange des bassins de natation dans les systèmes de collecte des eaux usées. Cependant, une dérogation peut être délivrée par la mairie, à laquelle vous pouvez vous adresser.

IV. Test ADR

Plusieurs sociétés seraient potentiellement intéressées pour participer (financement...) au lancement de l'étude proposée par l'INERIS.

A noter que certains pisciniers ont été contrôlés par la DREAL ces dernières semaines à ce sujet.

V. Eco-DDS

La commission HSE souhaite que la FPP rencontre le ministère du développement durable dans le but de revoir la nouvelle liste des produits concernés par la réglementation DDS.

En effet, malgré le retour effectué par la FPP auprès du ministère (voir annexe 3), de nouveaux produits piscines font désormais partie du « périmètre produit » de cette réglementation :



VI. Le chlorure de magnésium

Le chlorure de magnésium peut-il être considéré comme précurseur de biocides ?

Ce produit ne devrait plus être utilisé depuis le 1^{er} Septembre 2015 comme précurseur de biocide car il n'était pas inscrit sur la liste de l'ECHA à cette date (article 95 du règlement biocide). Depuis cette date pour être commercialisés, les produits biocides non présents sur la liste de l'ECHA au 1^{er} septembre 2015, doivent détenir une autorisation de mise sur le marché.

VII. Précurseurs d'explosifs

La commission HSE demande au service juridique de la FPP d'écrire un courrier à la DDPP pour préciser les conditions d'application du règlement européen 98-2013 « précurseurs d'explosifs » afin qu'une note d'information puisse être envoyée aux adhérents.

D'après ce règlement, depuis le 3 mars 2016, le peroxyde d'hydrogène ne peut plus être commercialisé à une concentration supérieure à 12% (à cette concentration, l'efficacité est assez faible). En effet, cette interdiction vient du fait que l'état français n'a à ce jour adopté officiellement ni un système de licence, ni un système d'enregistrement.

Annexe 1 : Note d'information / transport

Infos pratiques : Petit rappel pour le piscinier, des règles à suivre pour le transport :

2 cas :

- 1) Dans le cas de la livraison de produits de traitement par un piscinier professionnel pour une maintenance effectuée par ses soins, la quantité maximale pouvant être transportée est de 333kg ou 333L, sans document et équipement spécifiques.
- 2) Dans le cas de la livraison de produits de traitement par un piscinier professionnel où l'utilisation sera faite par le client, le transport est alors soumis à l'ADR. Si la quantité maximale de marchandises dangereuses transportées n'excède pas 333kg ou 333L, alors seuls les documents et équipements spécifiques recommandés par l'ADR sont nécessaires (§1.1.3.6) :
 - présence d'un extincteur (capacité minimale de 2 kg)
 - un éclairage portatif par membre d'équipage
 - le document de transport (bon de livraison) où il est indiqué :
 - la classe et le numéro UN des produits concernés
 - la phrase : « la quantité des produits transportés ne dépasse pas les limites libres prescrites au chapitre 1.1.3.6 de l'ADR »

Dans tous les cas, il est bien évidemment interdit de fumer à bord du véhicule.

ADR

Depuis le 1er Juillet 2011, l'ADR (accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route) impose **la formation (selon le chapitre 1.3 de l'ADR), inhérente au transport des marchandises dangereuses. Celle-ci doit être justifiée sur demande des autorités compétentes :**

« Des relevés des formations reçues conformément au présent chapitre doivent être tenus par l'employeur et communiqués à l'employé ou à l'autorité compétente sur demande. Les relevés doivent être conservés par l'employeur pour une période fixée par l'autorité compétente. Les relevés des formations reçues doivent être vérifiés au commencement d'un nouvel emploi. »

Pour savoir si le produit est concerné par cette réglementation, se référer à sa fiche de données de sécurité, chapitre 14.

Dans tous les cas, adressez-vous à votre fournisseur de produit qui saura vous détailler les réglementations en vigueur.

Au sujet de l'ADR 2015, la modification majeure impactant notre profession concerne l'étiquetage des produits, dont le code ONU est 3077 ou 3082 (voir fiche de données de sécurité, rubrique 14). Il s'agit des produits dangereux pour l'environnement, en solide et liquide, tel que les anti-algues et certains types de chlore. Pour ces produits

jusqu'à 5 kg ou 5 L compris, l'étiquetage de transport n'est plus obligatoire à compter du 1^{er} Juillet 2015.

Annexe 2 : Note d'information / actualité - produits biocides

Pour un produit biocide, chaque étiquette personnalisée devra être liée à une autorisation de mise sur le marché (AMM).

Cette AMM pourra être obtenue via le fabricant dépositaire de l'AMM initiale ou directement auprès de l'ECHA en déposant un dossier complet.

Les matières premières et les précurseurs de biocides doivent provenir d'un fournisseur présent sur la liste de l'ECHA (article 95 du règlement biocide). Il est donc primordial de s'assurer que la chaîne d'approvisionnement des produits que vous commercialisez respecte ce point. Les obligations du metteur sur le marché (société dont le nom se trouve sur l'étiquette arrière) sont de déclarer les produits sur le site SIMMBAD.

Nous vous conseillons de prendre contact avec votre fabricant afin d'étudier les différentes possibilités et coûts associés liés à votre activité.

Annexe 3 : Eco-DDS

...

Je vous prie de bien vouloir trouver dans le prolongement de vos questions ci-dessous mes deux réponses (surlignées en jaune).

D'une manière plus générale, nous nous interrogeons sur la nécessité d'introduire ces nouveaux produits piscines « autres produits de traitement de piscine », dans le champ d'application de la filière DDS.

En effet, ces produits ne sont pas des produits biocides et ne représentent pas un danger pour l'environnement.

Par exemple, les régulateurs de pH (en poudre ou en liquide) ainsi que les floculant-clarifiants solides ne présentent pas de danger pour l'environnement. Au contraire, ils contribuent même à l'environnement puisqu'ils sont utilisés dans les stations d'épuration des eaux des entreprises ou des villes pour traiter l'eau. Ainsi l'eau impropre est tamponnée par les régulateurs de pH et des floculants qui précipitent les particules et donc tendent à rendre l'eau limpide avant que celle-ci ne soit rejetée dans les cours d'eau.

Les produits dangereux sont les produits biocides (déjà répertoriés), les acides/bases liquides pour le pH (déjà répertoriés) qui représentent une utilisation domestique de plus de 80%. C'est pourquoi nous ne voyons pas un quelconque intérêt d'ajouter cette nouvelle famille de produits.

...

Objet : Modifications de l'arrêté produits et de l'avis - question sur le conditionnement

Bonjour Monsieur,

Comme convenu lors de notre entretien téléphonique, je vous sollicite dans le cadre de la modification de l'arrêté produits du 16 août 2012 et de l'avis relatif au champ d'application de la filière des DDS.

Comme évoqué au téléphone, vous avez pu constater que **les modifications de l'arrêté portaient simplement sur 2 reformulations (ne portant d'ailleurs pas sur les produits de piscine)** visant à davantage de clarifications.

En ce qui concerne l'avis, ce dernier liste de manière non exhaustive et seulement indicative, des exemples de produits inclus et exclus pour éclairer l'application de l'arrêté sur le champ d'application.

Les modifications de ces 2 textes sont le fruit de discussions en commission consultative d'agrément (CCA) et ont de nouveau été soumises en consultation à la CCA les jours derniers.

En ce qui concerne l'avis, comme vous avez pu le constater, il est prévu d'ajouter à la catégorie 9 "produits biocides et phytosanitaires ménagers", une correspondance sous-type de produits intitulée **"autres produits de traitement de piscine"** (avec comme exemples indicatifs de produits inclus : régulateur de pH, floculant-clarifiant, régulateur de TAC, anti-phosphate").

Certains retours de la CCA ont justement porté sur ces "autres produits de traitement de piscine" comme n'étant pas des produits biocides et phytosanitaires.

A ce titre, je vous sollicite sur deux points :

- Est-il approprié de faire figurer ces "autres produits de traitement de piscine" dans la catégorie 6 "produits d'entretien spéciaux et de protection" et non dans la catégorie 9 ?

Oui, il est plus approprié de faire figurer la nouvelle ligne "autres produits de traitement de piscine" dans la catégorie 6.

En effet, les Régulateur de pH, floculant-clarifiant, régulateur de TAC, anti-phosphate ne sont ni des produits biocides ni des produits phytosanitaires mais des produits d'entretien des eaux.

- Afin de conserver une cohérence entre l'arrêté et l'avis (pour plus de clarté et lisibilité), nous envisageons de préciser dans l'arrêté le conditionnement (poids ou volume du contenu) de ces "autres produits de traitement de piscine", à savoir au-delà de quel seuil (en L et kg) ne sont-ils plus considérés comme du ménage mais au contraire comme du professionnel ?

Concernant les seuils à ne pas dépasser pour rester en grand public:

- Régulateur de pH (liquides):5 L
- Régulateur de pH (poudres):5 Kg
- Floculant-clarifiant,5L
- Régulateur de TAC 5 Kg

.....